



GOVERNEMENT

*Liberté
Égalité
Fraternité*

Rapport annuel de performances

Annexe au projet de loi de règlement du budget
et d'approbation des comptes pour 2023

PROGRAMME 751
Structures et dispositifs de sécurité routière



PROGRAMME 751
Structures et dispositifs de sécurité routière

Bilan stratégique du rapport annuel de performances

Florence GUILLAUME

Déléguée à la sécurité routière

Responsable du programme n° 751 : Structures et dispositifs de sécurité routière

Le programme 751 « Structures et dispositifs de sécurité routière » a pour finalité la lutte contre l'insécurité routière afin de réduire le nombre de personnes tuées ou blessées sur les routes de France. Il couvre l'action et les moyens mis en œuvre par l'État dans le cadre du système de contrôle automatisé de la vitesse sur les routes. Il permet également le traitement des infractions constatées par radar automatique que l'État a confié à l'Agence nationale de traitement automatisé des infractions (ANTAI).

Ce programme est financé par une fraction du produit des amendes forfaitaires dressées dans le cadre du contrôle automatisé.

Un Comité interministériel de la sécurité routière (CISR) s'est réuni le 17 juillet 2023 avec l'objectif « de faciliter la vie des usagers de la route, d'améliorer les dispositifs de prévention mais également de mieux détecter et de sanctionner plus fermement ceux qui conduisent sous l'emprise de la drogue ou de l'alcool ». Sept axes majeurs, déclinés en 38 mesures, ont été retenus :

- Éduquer pour mieux partager la route ;
- Mieux détecter, évaluer et suivre les inaptitudes à la conduite ;
- Protéger les usagers vulnérables de la route et accompagner les victimes ;
- S'engager pour la sécurité de toutes et tous sur les routes ;
- Lutter contre les comportements les plus dangereux ;
- Simplifier la vie des usagers de la route
- Agir pour une meilleure sécurité routière dans les outre-mer.

Les résultats quasi-définitifs de l'accidentalité routière en 2023 publiés par l'ONISR fin janvier 2024 font état de 3 170 personnes décédées sur les routes de France métropolitaine, soit 97 personnes tuées en moins qu'en 2022 sur les routes de France métropolitaine (soit -3,0 %). Le bilan 2023 est aussi inférieur à celui de 2019 : -2,3 % équivalant à 74 personnes tuées en moins qu'en 2019. **Pour la première fois depuis 1926, le nombre de tués sur les routes est inférieur à 3 200 (hors années Covid).**

232 personnes sont décédées sur les routes d'outre-mer en 2023, 136 dans les départements d'outre-mer et 96 dans les collectivités d'outremer ou en Nouvelle-Calédonie. C'est une baisse de -18 % (soit 51 tués de moins) par rapport à 2022 et de -9 % (soit 22 tués de moins) par rapport à 2019 (année de référence).

Les résultats définitifs pour l'année 2023 seront publiés fin mai 2024.

Au 31 décembre 2023, le parc des radars est composé de 4 661 équipements de terrain. La composition du parc évolue vers davantage de radars déplaçables ou mobiles que de radars fixes. Les radars tourelles sont désormais majoritaires et le nombre de radars fixes continue de décroître (724 radars fixes fin 2023 contre 2 180 fin 2015).

Le taux de disponibilité des équipements de contrôle automatisé des vitesses s'est établi à 90,59 % en moyenne en 2023, soit 3 points de plus qu'en 2022.

Le programme 751 est également dédié à la gestion des droits à conduire (restrictions, suspensions, annulations et invalidations liées à la perte totale des points du permis), ainsi qu'à la modernisation du système national du permis de conduire qui a été décommissionné en 2023 et remplacé par le nouveau SI de gestion nationale des droits à conduire.

Le dispositif du permis de conduire à points constitue aujourd'hui un instrument privilégié de prévention et de lutte contre l'insécurité routière et participe à la modification du comportement au volant de nos concitoyens.

Le code de la route prévoit l'envoi de différents types de courriers destinés à assurer la meilleure information possible de chaque titulaire du permis de conduire quant au nombre de points affectés à son dossier. Il s'agit de lettres éditées et expédiées par l'Imprimerie nationale dans le cadre d'une interface avec le système d'information du permis de conduire (SI-ERPC), qui emportent soit un retrait de points (lettres 48), soit la restitution de points ou la reconstitution du capital de points (lettres 46). Le nombre de lettres de retrait ou de restitution de points adressées aux conducteurs s'est élevé à 22,77 millions en 2023, contre 21,57 millions l'année précédente.

RÉCAPITULATION DES OBJECTIFS ET DES INDICATEURS DE PERFORMANCE

OBJECTIF 1 : Assurer l'efficacité du système de contrôle automatisé, en termes de respect des règles du code de la route et en termes de gestion

INDICATEUR 1.1 : Évolution des vitesses moyennes

INDICATEUR 1.2 : Taux de transformation des messages d'infraction émis par les dispositifs de contrôle automatisé des vitesses en avis de contravention

INDICATEUR 1.3 : Disponibilité des radars

Objectifs et indicateurs de performance

OBJECTIF

1 – Assurer l'efficacité du système de contrôle automatisé, en termes de respect des règles du code de la route et en termes de gestion

INDICATEUR

1.1 – Évolution des vitesses moyennes

(du point de vue du citoyen)

| | Unité | 2021 Réalisation | 2022 Réalisation | 2023 Cible | 2023 Réalisation | Atteinte de la cible | 2024 Cible |
|---------------------------------|-------|---------------------|---------------------|---------------|-----------------------|-------------------------|---------------|
| Évolution des vitesses moyennes | km/h | 79,9 | 78,1 | en baisse | donnée non disponible | donnée non renseignée | en baisse |

Commentaires techniques

Source des données : Observatoire national interministériel de la sécurité routière (ONISR).

Mode de calcul :

Depuis les années 80, l'ONISR fait réaliser des mesures de vitesses et des observations du comportement des usagers sur la route sur un ensemble de points du réseau routier métropolitain.

Ces mesures de vitesses sont indépendantes de celles réalisées par les forces de l'ordre, en particulier celles effectuées par les dispositifs de contrôle automatisé.

Ces relevés donnent notamment un éclairage sur les vitesses dites « libres », c'est-à-dire celles pratiquées par les différentes catégories d'usagers de véhicules de tourisme, véhicules utilitaires ou poids-lourds, à un point routier ne comportant aucune contrainte (sans virage, sans radar, ni intersection, etc.).

Les années 2020 et 2021 marquent une transition par rapport à 2019, en raison d'une part du contexte sanitaire atypique qui a gêné les mesures normalement effectuées, et d'autre part du fait du changement de méthodologie opéré dans le recueil des données de vitesse. Pour ces raisons, il faut envisager ces années comme statistiquement particulières.

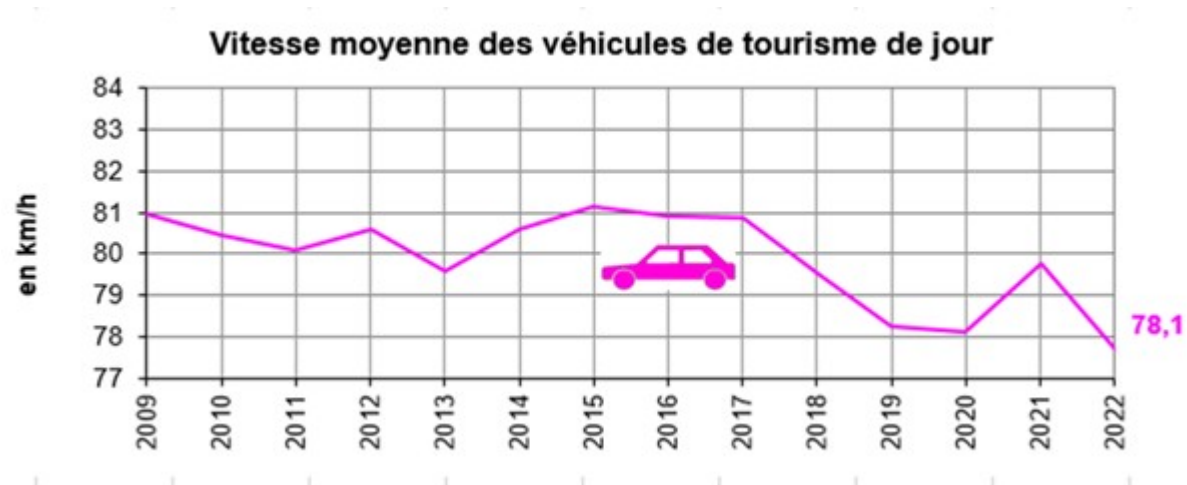
Concernant la méthode de recueil, le prestataire procède à une collecte automatisée de données sur 135 points de mesure, lesquelles sont enregistrées par des appareils de mesure qui restent une semaine minimum sur les bords de voies.

Deux vagues d'enquêtes par an (de 4 mois chacune) permettent la rédaction d'une note d'analyse à l'année N pour les données de l'année N-1, note publiée sur le site internet de l'ONISR sous l'intitulé d'Observatoire des Vitesses.

Comme chaque année, il n'est pas possible de fournir des données provisoires concernant l'année 2023, les résultats d'une seule vague n'étant pas considérés comme représentatifs de l'année du fait de la saisonnalité des déplacements. Les résultats définitifs de l'année 2023 devraient être publiés au 3^e trimestre 2024.

ANALYSE DES RÉSULTATS

En 2022, la moyenne des vitesses pratiquées a baissé sur l'ensemble des réseaux, mis à part sur les artères en centre-ville d'agglomération moyenne pour lesquelles la vitesse est restée en moyenne identique par rapport à 2021.



INDICATEUR

1.2 – Taux de transformation des messages d'infraction émis par les dispositifs de contrôle automatisé des vitesses en avis de contravention

(du point de vue du citoyen)

| | Unité | 2021 Réalisation | 2022 Réalisation | 2023 Cible | 2023 Réalisation | Atteinte de la cible | 2024 Cible |
|--|-------|---------------------|---------------------|---------------|---------------------|-------------------------|---------------|
| Pourcentage relatif aux seules immatriculations françaises | % | 73,4 | 72,6 | 75 | 75,3 | cible atteinte | 75 |
| Pourcentage relatif aux immatriculations étrangères | % | 69,8 | 69,5 | 75 | 67,5 | absence amélioration | 75 |

Commentaires techniques

Source des données : Agence nationale de traitement automatisé des infractions (ANTAI).

Mode de calcul :

Indicateur 1.2.1. « Pourcentage relatif seulement aux immatriculations françaises » :

La valeur de ce sous-indicateur correspond au rapport entre :

- au numérateur : nombre d'avis de contravention envoyés par l'ANTAI au cours de l'année considérée à l'encontre des contrevenants conduisant un véhicule immatriculé en France ;
- au dénominateur : nombre de dossiers d'infraction pour des infractions relevées au cours de l'année considérée par les dispositifs de contrôle automatisé des vitesses impliquant des véhicules reconnus avec une plaque d'immatriculation française, auquel s'ajoute une estimation des plaques françaises parmi les plaques non reconnues et auquel on retire les dossiers d'infraction de non infraction*, les dossiers d'infraction réimmatriculés CACIR, les dossiers d'infraction avec règle de non-conformité validée et les dossiers d'infraction avec recatégorisation poids lourds – véhicules légers pour les véhicules reconnus avec une plaque française et estimés avec une plaque française parmi les plaques non reconnues.

Indicateur 1.2.2 « Pourcentage relatif aux immatriculations étrangères » :

La valeur de ce sous-indicateur correspond au rapport entre :

- au numérateur : nombre d'avis de contravention envoyés par l'ANTAI au cours de l'année considérée à l'encontre des contrevenants conduisant un véhicule immatriculé dans l'un des États avec lesquels la France a des échanges d'informations (pays partenaires) ;
- au dénominateur : nombre de dossiers d'infraction pour des infractions relevées au cours de l'année considérée par les dispositifs de contrôle automatisé des vitesses impliquant un véhicule immatriculé dans l'un des pays partenaires, auquel s'ajoute une estimation des plaques étrangères de pays partenaires parmi les plaques non reconnues et auquel on retire les dossiers d'infraction de non infraction, les dossiers d'infraction ré-immatriculés CACIR, les dossiers d'infraction avec règle de non-conformité validée et les dossiers d'infraction avec recatégorisation poids lourds – véhicules légers pour les véhicules reconnus avec une plaque étrangère de pays partenaires et estimés avec une plaque étrangère de pays partenaires parmi les plaques non reconnues.

Les pays partenaires sont ceux échangeant les données d'immatriculation avec la France au titre des infractions routières. On dénombre 20 pays partenaires en 2023 : la Belgique, la Suisse, le Luxembourg, l'Allemagne, les Pays-Bas, l'Espagne, la Pologne, la Roumanie, l'Italie, l'Autriche, la Hongrie, la Slovaquie, la République tchèque, le Portugal, la Lituanie, la Lettonie, l'Estonie, l'Irlande, la Suède et le Danemark. Le Royaume-Uni n'est plus partenaire depuis janvier 2021.

Ils étaient au nombre de 3 en 2013 (Belgique, Suisse et Luxembourg), de 5 en 2014 (nouveaux pays : Allemagne et Pays-Bas), de 8 en 2015 (nouveaux pays : Espagne, Pologne et Roumanie), de 10 en 2016 (nouveaux pays : Italie et Autriche) de 13 en 2017 (nouveaux pays : la Hongrie, la Slovaquie et la République tchèque) de 17 en 2018 (nouveaux pays : le Portugal, la Lituanie, la Lettonie et l'Estonie), de 20 en 2019 (nouveaux pays : Royaume-Uni, Irlande et Suède) et de 21 en 2020 (nouveau pays : Danemark).

* Les dossiers d'infraction de non infraction sont les dossiers d'infraction concernant les véhicules prioritaires (pompiers, police, SAMU) pour les excès de vitesse de moins de 50 Km/h.

ANALYSE DES RÉSULTATS

Indicateur 1.2 « Taux de transformation des messages d'infraction émis par les dispositifs de contrôle automatisé des vitesses en avis de contravention »

En 2023, l'activité du centre national de traitement (CNT) en matière de contrôle automatisé a connu une hausse par rapport à l'année précédente en dépit d'une légère baisse de dossiers d'infractions émis. L'évolution de l'activité s'est traduite comme suit :

- -3,7 % de dossiers d'infractions (DIF) émis (24,6 millions en 2023) par rapport à 2022 ;
- +1,8 % d'avis de contraventions (ACO) initiaux envoyés (16,8 millions en 2023) par rapport à 2022.

Le ratio avis de contravention/dossiers d'infraction pour les immatriculations françaises est de 75,3 % en 2023, soit une hausse de 2,7 points par rapport à 2022 (72,6 %) et est conforme à la cible de 75 %.

S'agissant du ratio ACO/DIF pour les immatriculations étrangères, il est en baisse de 2 points par rapport à 2022 (67,5 % au lieu de 69,5 %). Cette baisse s'explique par des dysfonctionnements techniques dans les échanges avec plusieurs pays partenaires (données manquantes) qui sont à présent résolus. Les infractions n'ayant pu être traitées en 2023 seront reprises en 2024.

INDICATEUR

1.3 – Disponibilité des radars

(du point de vue du citoyen)

| | Unité | 2021 Réalisation | 2022 Réalisation | 2023 Cible | 2023 Réalisation | Atteinte de la cible | 2024 Cible |
|----------------------------------|-------|---------------------|---------------------|---------------|---------------------|-------------------------|---------------|
| Taux de disponibilité des radars | % | 86,93 | 87,27 | 93 | 90,59 | amélioration | 93 |

Commentaires techniques

Source des données : Délégation à la sécurité routière (DSR).

Mode de calcul : il s'agit du ratio moyen annuel entre le nombre d'équipements de terrain en état de fonctionnement et le nombre d'équipements de terrain mis en service. Ce ratio est calculé tous les jours de l'année et fait l'objet d'une moyenne arithmétique. L'objectif est de maintenir ce taux de disponibilité à 93 %, eu égard à la nécessité d'obtenir un juste équilibre entre le taux de disponibilité et les coûts de maintenance pour atteindre ce résultat.

ANALYSE DES RÉSULTATS

La moyenne annuelle du taux de disponibilité en 2023 est de 90,59 %, soit une hausse de 3,22 points par rapport à 2022 (87,27 %). Cette forte hausse est essentiellement due à la forte hausse du taux de disponibilité des radars vitesse, passé de 88,82 % en 2022 à 92,03 % en 2023. Un plafond du taux de disponibilité moyen a été observé en septembre 2023 à 91,11 %.

Présentation des crédits

2023 / PRÉSENTATION PAR ACTION ET TITRE DES CRÉDITS OUVERTS ET DES CRÉDITS CONSOMMÉS

2023 / AUTORISATIONS D'ENGAGEMENT

| Numéro et intitulé de l'action ou de la sous-action | Titre 3 Dépenses de fonctionnement | Titre 5 Dépenses d'investissement | Titre 6 Dépenses d'intervention | Total | Total y.c. FdC et AdP prévus en LFI |
|---|--|---|---------------------------------------|--|---|
| | | | | | |
| 01 – Dispositifs de contrôle | 153 651 683 160 242 292 | 46 300 000 24 300 602 | 232 288 | 199 951 683 184 775 182 | 199 951 683 |
| 02 – Centre national de traitement | 74 811 893 74 811 893 | 15 000 000 15 000 000 | | 89 811 893 89 811 893 | 89 811 893 |
| 03 – Soutien au programme | 6 086 424 6 910 359 | | 62 911 | 6 086 424 6 973 270 | 6 086 424 |
| 04 – Système d'information Education routière et permis de conduire | 30 650 000 33 148 942 | 13 450 000 24 254 531 | | 44 100 000 57 403 473 | 44 100 000 |
| Total des AE prévues en LFI | 265 200 000 | 74 750 000 | 0 | 339 950 000 | 339 950 000 |
| Ouvertures / annulations par FdC et AdP | | | | | |
| Ouvertures / annulations hors FdC et AdP | | | | | |
| Total des AE ouvertes | | 339 950 000 (hors titre 2) | | 339 950 000 | |
| Total des AE consommées | 275 113 485 | 63 555 134 | 295 199 | 338 963 818 | |

2023 / CRÉDITS DE PAIEMENT

| Numéro et intitulé de l'action ou de la sous-action | Titre 3 Dépenses de fonctionnement | Titre 5 Dépenses d'investissement | Titre 6 Dépenses d'intervention | Total | Total y.c. FdC et AdP prévus en LFI |
|---|--|---|---------------------------------------|--|---|
| | | | | | |
| 01 – Dispositifs de contrôle | 153 651 683 179 572 104 | 46 300 000 30 641 505 | 149 156 | 199 951 683 210 362 765 | 199 951 683 |
| 02 – Centre national de traitement | 74 811 893 74 811 893 | 15 000 000 15 000 000 | | 89 811 893 89 811 893 | 89 811 893 |
| 03 – Soutien au programme | 6 086 424 7 389 377 | | 865 807 | 6 086 424 8 255 184 | 6 086 424 |
| 04 – Système d'information Education routière et permis de conduire | 30 650 000 33 507 686 | 13 450 000 24 028 011 | | 44 100 000 57 535 697 | 44 100 000 |
| Total des CP prévus en LFI | 265 200 000 | 74 750 000 | 0 | 339 950 000 | 339 950 000 |
| Ouvertures / annulations par FdC et AdP | | | | | |
| Ouvertures / annulations hors FdC et AdP | | +29 169 096 (hors titre 2) | | +29 169 096 | |
| Total des CP ouverts | | 369 119 096 (hors titre 2) | | 369 119 096 | |
| Total des CP consommés | 295 281 060 | 69 669 516 | 1 014 963 | 365 965 539 | |

2022 / PRÉSENTATION PAR ACTION ET TITRE DES CRÉDITS VOTÉS (LFI) ET DES CRÉDITS CONSOMMÉS

2022 / AUTORISATIONS D'ENGAGEMENT

| Numéro et intitulé de l'action ou de la sous-action | Titre 3 Dépenses de fonctionnement | Titre 5 Dépenses d'investissement | Titre 6 Dépenses d'intervention | Titre 7 Dépenses d'opérations financières | Total hors FdC et AdP prévus en LFI | Total y.c. FdC et AdP |
|---|---------------------------------------|--------------------------------------|------------------------------------|--|-------------------------------------|--|
| <i>Prévision LFI 2022</i> Consommation 2022 | | | | | | |
| 01 – Dispositifs de contrôle | 133 925 680 179 339 591 | 57 800 000 4 440 739 | 10 241 | | 191 725 680 | 191 725 680 183 790 571 |
| 02 – Centre national de traitement | 74 811 893 67 811 893 | | | 15 000 000 15 000 000 | 89 811 893 | 89 811 893 82 811 893 |
| 03 – Soutien au programme | 16 662 427 7 493 918 | | 250 000 2 887 386 | | 16 912 427 | 16 912 427 10 381 304 |
| 04 – Système d'information Education routière et permis de conduire | 29 250 000 33 056 750 | 12 250 000 16 593 137 | | | 41 500 000 | 41 500 000 49 649 886 |
| Total des AE prévues en LFI | 254 650 000 | 70 050 000 | 250 000 | 15 000 000 | 339 950 000 | 339 950 000 |
| Total des AE consommées | 287 702 152 | 21 033 876 | 2 897 627 | 15 000 000 | | 326 633 654 |

2022 / CRÉDITS DE PAIEMENT

| Numéro et intitulé de l'action ou de la sous-action | Titre 3 Dépenses de fonctionnement | Titre 5 Dépenses d'investissement | Titre 6 Dépenses d'intervention | Titre 7 Dépenses d'opérations financières | Total hors FdC et AdP prévus en LFI | Total y.c. FdC et AdP |
|---|---------------------------------------|--------------------------------------|------------------------------------|--|-------------------------------------|--|
| <i>Prévision LFI 2022</i> Consommation 2022 | | | | | | |
| 01 – Dispositifs de contrôle | 133 925 680 162 098 225 | 57 800 000 24 501 856 | 10 241 | | 191 725 680 | 191 725 680 186 610 322 |
| 02 – Centre national de traitement | 74 811 893 67 811 893 | | | 15 000 000 15 000 000 | 89 811 893 | 89 811 893 82 811 893 |
| 03 – Soutien au programme | 16 662 427 11 296 349 | | 250 000 3 338 873 | | 16 912 427 | 16 912 427 14 635 222 |
| 04 – Système d'information Education routière et permis de conduire | 29 250 000 33 044 065 | 12 250 000 15 692 638 | | | 41 500 000 | 41 500 000 48 736 702 |
| Total des CP prévus en LFI | 254 650 000 | 70 050 000 | 250 000 | 15 000 000 | 339 950 000 | 339 950 000 |
| Total des CP consommés | 274 250 532 | 40 194 493 | 3 349 114 | 15 000 000 | | 332 794 139 |

PRÉSENTATION PAR TITRE ET CATÉGORIE DES CRÉDITS CONSOMMÉS

| Titre et catégorie | Autorisations d'engagement | | | Crédits de paiement | | |
|---|----------------------------|------------------|---------------------|---------------------|-----------------|--------------------|
| | Consommées* en 2022 | Ouvertes en 2023 | Consommées* en 2023 | Consommés* en 2022 | Ouverts en 2023 | Consommés* en 2023 |
| Titre 3 – Dépenses de fonctionnement | 287 702 152 | 265 200 000 | 275 113 485 | 274 250 532 | 265 200 000 | 295 281 060 |
| Dépenses de fonctionnement autres que celles de personnel | 219 890 259 | 190 388 107 | 200 301 592 | 206 438 639 | 190 388 107 | 220 469 167 |
| Subventions pour charges de service public | 67 811 893 | 74 811 893 | 74 811 893 | 67 811 893 | 74 811 893 | 74 811 893 |
| Titre 5 – Dépenses d'investissement | 21 033 876 | 74 750 000 | 63 555 134 | 40 194 493 | 74 750 000 | 69 669 516 |

| Titre et catégorie | Autorisations d'engagement | | | Crédits de paiement | | |
|---|----------------------------|--------------------|---------------------|---------------------|--------------------|--------------------|
| | Consommées* en 2022 | Ouvertes en 2023 | Consommées* en 2023 | Consommés* en 2022 | Ouverts en 2023 | Consommés* en 2023 |
| Dépenses pour immobilisations corporelles de l'État | -1 447 494 | 59 750 000 | 20 171 213 | 17 794 994 | 59 750 000 | 27 116 283 |
| Dépenses pour immobilisations incorporelles de l'État | 22 481 370 | 0 | 28 383 921 | 22 399 499 | 0 | 27 553 234 |
| Subventions pour charges d'investissement | 0 | 15 000 000 | 15 000 000 | 0 | 15 000 000 | 15 000 000 |
| Titre 6 – Dépenses d'intervention | 2 897 627 | 0 | 295 199 | 3 349 114 | 0 | 1 014 963 |
| Transferts aux entreprises | 374 235 | 0 | 0 | 645 585 | 0 | 246 761 |
| Transferts aux collectivités territoriales | 0 | 0 | 145 287 | 0 | 0 | 145 287 |
| Transferts aux autres collectivités | 2 523 392 | 0 | 149 912 | 2 703 529 | 0 | 622 915 |
| Titre 7 – Dépenses d'opérations financières | 15 000 000 | 0 | 0 | 15 000 000 | 0 | 0 |
| Dotations en fonds propres | 15 000 000 | 0 | 0 | 15 000 000 | 0 | 0 |
| Total hors FdC et AdP | | 339 950 000 | | | 339 950 000 | |
| Ouvertures et annulations* hors titre 2 | | | | | +29 169 096 | |
| Total* | 326 633 654 | 339 950 000 | 338 963 818 | 332 794 139 | 369 119 096 | 365 965 539 |

* y.c. FdC et AdP

RÉCAPITULATION DES MOUVEMENTS DE CRÉDITS

ARRÊTÉS DE REPORT GÉNÉRAL HORS FDC HORS AENE

| Date de signature | Ouvertures | | | | Annulations | | | |
|-------------------|----------------------------|---------------|---------------------|-------------------|----------------------------|---------------|---------------------|---------------|
| | Autorisations d'engagement | | Crédits de paiement | | Autorisations d'engagement | | Crédits de paiement | |
| | Titre 2 | Autres titres | Titre 2 | Autres titres | Titre 2 | Autres titres | Titre 2 | Autres titres |
| 23/02/2023 | | | | 29 169 096 | | | | |
| Total | | | | 29 169 096 | | | | |

TOTAL DES OUVERTURES ET ANNULATIONS (Y.C. FDC ET ADP)

| | Ouvertures | | | | Annulations | | | |
|----------------------|----------------------------|---------------|---------------------|-------------------|----------------------------|---------------|---------------------|---------------|
| | Autorisations d'engagement | | Crédits de paiement | | Autorisations d'engagement | | Crédits de paiement | |
| | Titre 2 | Autres titres | Titre 2 | Autres titres | Titre 2 | Autres titres | Titre 2 | Autres titres |
| Total général | | | | 29 169 096 | | | | |

Justification au premier euro

Éléments transversaux au programme

ÉLÉMENTS DE SYNTHÈSE DU PROGRAMME

| Numéro et intitulé de l'action ou de la sous-action <i>Prévision LFI Consommation</i> | Autorisations d'engagement | | | Crédits de paiement | | |
|---|---------------------------------------|----------------------------|----------------------------|---------------------------------------|----------------------------|----------------------------|
| | Titre 2 * Dépenses de personnel | Autres titres * | Total y.c. FdC et AdP | Titre 2 * Dépenses de personnel | Autres titres * | Total y.c. FdC et AdP |
| 01 – Dispositifs de contrôle | | 199 951 683 184 775 182 | 199 951 683 184 775 182 | | 199 951 683 210 362 765 | 199 951 683 210 362 765 |
| 02 – Centre national de traitement | | 89 811 893 89 811 893 | 89 811 893 89 811 893 | | 89 811 893 89 811 893 | 89 811 893 89 811 893 |
| 03 – Soutien au programme | | 6 086 424 6 973 270 | 6 086 424 6 973 270 | | 6 086 424 8 255 184 | 6 086 424 8 255 184 |
| 04 – Système d'information Education routière et permis de conduire | | 44 100 000 57 403 473 | 44 100 000 57 403 473 | | 44 100 000 57 535 697 | 44 100 000 57 535 697 |
| Total des crédits prévus en LFI * | 0 | 339 950 000 | 339 950 000 | 0 | 339 950 000 | 339 950 000 |
| Ouvertures / annulations y.c. FdC et AdP | | | | | +29 169 096 | +29 169 096 |
| Total des crédits ouverts | 0 | 339 950 000 | 339 950 000 | 0 | 369 119 096 | 369 119 096 |
| Total des crédits consommés | 0 | 338 963 818 | 338 963 818 | 0 | 365 965 539 | 365 965 539 |
| Crédits ouverts - crédits consommés | | +986 182 | +986 182 | | +3 153 557 | +3 153 557 |

* hors FdC et AdP pour les montants de la LFI

PASSAGE DU PLF À LA LFI

| | Autorisations d'engagement | | | Crédits de paiement | | |
|-------------|----------------------------|--------------------|--------------------|---------------------|--------------------|--------------------|
| | Titre 2 | Autres titres | Total | Titre 2 | Autres titres | Total |
| PLF | 0 | 339 950 000 | 339 950 000 | 0 | 339 950 000 | 339 950 000 |
| Amendements | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| LFI | 0 | 339 950 000 | 339 950 000 | 0 | 339 950 000 | 339 950 000 |

Le programme 751 n'a fait l'objet d'aucun amendement à l'occasion de l'examen du projet de loi de finances initiale pour 2023.

JUSTIFICATION DES MOUVEMENTS RÉGLEMENTAIRES ET DES LOIS DE FINANCES RECTIFICATIVES

Un seul mouvement budgétaire a modifié l'enveloppe ouverte sur le programme 751, il s'agit de l'arrêté de reports du 23 février 2023 qui a ouvert 29 169 096 € en CP uniquement.

Dépenses pluriannuelles

GRANDS PROJETS INFORMATIQUES

■ ERPC

La modernisation du système d'information de l'éducation routière et du permis de conduire vise à répondre à quatre enjeux stratégiques fixés par la Déléguee à la Sécurité Routière : développer la communication et les échanges avec les parties prenantes, assurer une approche continue de bout en bout, garantir la robustesse et la sécurité du SI et être simple tant sur les démarches qu'en usage.

La modernisation comporte aussi des enjeux techniques : l'urbanisation du système d'information, l'amélioration des méthodes de développement et de maintenance du SI et le décommissionnement des anciennes briques techniques en fin de vie. Ce décommissionnement est intervenu en novembre 2023.

| | |
|-------------------------------|-------------------------------|
| Année de lancement du projet | 2019 |
| Financement | P751 |
| Zone fonctionnelle principale | Sécurité Circulation Routière |

COÛT ET DURÉE DU PROJET

Coût détaillé par nature

(en millions d'euros)

| | 2020 et années précédentes | | 2021 Exécution | | 2022 Exécution | | 2023 Prévision | | 2023 Exécution | | 2024 Prévision PAP 2024 | | 2025 et années suivantes | | Total | |
|--------------|----------------------------------|--------------|-------------------|--------------|-------------------|--------------|-------------------|-------------|-------------------|--------------|-------------------------------|-------------|--------------------------------|-------------|--------------|--------------|
| | AE | CP | AE | CP | AE | CP | AE | CP | AE | CP | AE | CP | AE | CP | AE | CP |
| Hors titre 2 | 11,71 | 11,71 | 27,77 | 27,77 | 15,81 | 15,75 | 6,00 | 6,00 | 16,43 | 16,40 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 71,72 | 71,63 |
| Titre 2 | 0,00 | 0,00 | 0,98 | 0,98 | 0,98 | 0,98 | 0,98 | 0,98 | 0,98 | 0,98 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 2,94 | 2,94 |
| Total | 11,71 | 11,71 | 28,75 | 28,75 | 16,79 | 16,73 | 6,98 | 6,98 | 17,41 | 17,38 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 74,66 | 74,57 |

Évolution du coût et de la durée

| | Au lancement | Actualisation | Écart en % |
|----------------------|--------------|---------------|------------|
| Coût total en M€ | 71,33 | 74,57 | +4,54 % |
| Durée totale en mois | 56 | 56 | |

SUIVI DES CRÉDITS DE PAIEMENT ASSOCIÉS À LA CONSOMMATION
DES AUTORISATIONS D'ENGAGEMENT (HORS TITRE 2)

| AE 2023 | CP 2023 |
|--|---|
| AE ouvertes en 2023 * (E1) 339 950 000 | CP ouverts en 2023 * (P1) 369 119 096 |
| AE engagées en 2023 (E2) 338 963 818 | CP consommés en 2023 (P2) 365 965 539 |
| AE affectées non engagées au 31/12/2023 (E3) 0 | dont CP consommés en 2023 sur engagements antérieurs à 2023 (P3 = P2 – P4) 107 213 312 |
| AE non affectées non engagées au 31/12/2023 (E4 = E1 – E2 – E3) 986 182 | dont CP consommés en 2023 sur engagements 2023 (P4) 258 752 227 |

RESTES À PAYER

| | | | | | |
|--|---|--|---|---|---|
| Engagements ≤ 2022 non couverts par des paiements au 31/12/2022 brut (R1) 191 048 573 | | | | | |
| Travaux de fin de gestion postérieurs au RAP 2022 (R2) 22 742 | | | | | |
| Engagements ≤ 2022 non couverts par des paiements au 31/12/2022 net (R3 = R1 + R2) 191 071 314 | – | CP consommés en 2023 sur engagements antérieurs à 2023 (P3 = P2 – P4) 107 213 312 | = | Engagements ≤ 2022 non couverts par des paiements au 31/12/2023 (R4 = R3 – P3) 83 858 002 | |
| AE engagées en 2023 (E2) 338 963 818 | – | CP consommés en 2023 sur engagements 2023 (P4) 258 752 227 | = | Engagements 2023 non couverts par des paiements au 31/12/2023 (R5 = E2 – P4) 80 211 591 | |
| | | | | Engagements non couverts par des paiements au 31/12/2023 (R6 = R4 + R5) 164 069 592 | |
| | | | | | Estimation des CP 2024 sur engagements non couverts au 31/12/2023 (P5) 70 333 942 |
| | | | | | Estimation du montant maximal des CP nécessaires après 2024 pour couvrir les engagements non couverts au 31/12/2023 (P6 = R6 – P5) 93 735 650 |

NB : les montants ci-dessus correspondent uniquement aux crédits hors titre 2

* LFI 2023 + reports 2022 + mouvements réglementaires + FdC + AdP + fongibilité asymétrique + LFR

Les engagements non couverts par des paiements fin 2023 sont essentiellement des restes à payer relevant de l'action 01 « Dispositifs de contrôle ». En effet, les travaux de déploiement et de maintenance des radars s'effectuent sur plusieurs mois. Il est fréquent que la fin des prestations et le paiement interviennent au cours des années suivant celle de la commande. De plus, des commandes ont été passées en fin d'année 2023 afin d'assurer une couverture des premiers mois de l'année 2024 de manière à éviter toute rupture d'activité.

Justification par action

ACTION

01 – Dispositifs de contrôle

| Action / Sous-action | Autorisations d'engagement | | | Crédits de paiement | | |
|--------------------------------------|----------------------------|---------------|--------------------|---------------------|---------------|--------------------|
| | Titre 2 | Autres titres | Total | Titre 2 | Autres titres | Total |
| <i>Prévision LFI y.c. FdC et AdP</i> | | | | | | |
| <i>Réalisation</i> | | | | | | |
| 01 – Dispositifs de contrôle | | 199 951 683 | 199 951 683 | | 199 951 683 | 199 951 683 |
| | | 184 775 182 | 184 775 182 | | 210 362 765 | 210 362 765 |

Les données ci-dessus ne tiennent pas compte des erreurs d'imputation comptable commises en gestion 2023, ni de l'impact des retraits d'AE opérés après clôture d'engagements juridiques antérieurs à 2023. Après corrections, le montant des dépenses relevant en réalité de l'action 01 est de 185,77 M€ en AE et de 210,56 M€ en CP.

| | Autorisations d'engagement | Crédits de paiement |
|--------------------------------------|----------------------------|---------------------|
| Maintien en condition opérationnelle | 89 860 606 | 103 047 695 |
| Déploiement | 52 332 054 | 62 728 819 |
| Pilotage | 43 578 331 | 44 779 220 |
| Total Dispositifs de contrôle | 185 770 991 | 210 555 734 |

L'action 01 se décline en trois grands postes de dépense :

Maintien en condition opérationnelle : 89,86 M€ en AE et 103,05 M€ en CP

L'écart observé entre l'exécution et la prévision des dépenses relatives au maintien en condition opérationnelle s'explique notamment par l'augmentation du nombre total d'équipements de terrain (+131 radars en 2023 par rapport à 2022).

Déploiement de nouveaux dispositifs : 52,33 M€ en AE et 62,73 M€ en CP

Au 31 décembre 2023, 4 661 appareils étaient déployés :

- 724 radars fixes, soit 120 radars en moins par rapport à 2022 ;
- 500 radars discriminants, soit 31 radars en plus par rapport à 2022. Ces équipements permettent de distinguer les véhicules légers des poids lourds mais également d'identifier la voie de circulation du véhicule en infraction ;
- 988 radars mobiles dont 487 voitures radars. Ces radars permettent de contrôler la vitesse depuis des véhicules en circulation. L'objectif de ces équipements est de lutter contre les grands excès de vitesse en incitant les usagers à respecter les limitations tout au long de leur parcours ;
- 74 radars de contrôle des vitesses moyennes, soit 6 équipements en moins par rapport à 2022 ;
- 527 dispositifs de contrôle de franchissement des feux rouges, soit 7 équipements en moins par rapport à 2022 ;

- 71 dispositifs de contrôle de franchissement de passage à niveau, comme en 2022 ;
- 444 radars autonomes (ou radars chantiers), soit une hausse de 104 équipements par rapport à 2022 ;
- 1333 radars tourelles, soit 140 équipements en plus par rapport à 2022.

La composition du parc de radars est détaillée ci-dessous :

| Type de dispositif | Nombre de dispositifs fin 2022 | Mouvements | Nombre de dispositifs fin 2023 |
|------------------------------|--------------------------------|------------|--------------------------------|
| Fixe | 844 | -120 | 724 |
| Discriminant | 469 | -11 | 500 |
| Mobile et voiture radars | 999 | -11 | 988 |
| Vitesse moyenne | 80 | -6 | 74 |
| Feu rouge | 534 | -7 | 527 |
| Passage à niveaux | 71 | 0 | 71 |
| Radars autonomes | 340 | 104 | 444 |
| Radars tourelles | 1193 | 140 | 1333 |
| Total radars sanction | 4530 | 131 | 4661 |
| Pédagogiques | 895 | / | 895 |
| Total radars | 5425 | 131 | 5556 |

Le parc comptait ainsi, au 31 décembre 2023, 4 661 dispositifs de contrôle automatisé, contre 4 530 fin 2022 soit 131 radars en plus.

Pilotage : 43,58 M€ en AE et 44,78 M€ en CP

Le pilotage du déploiement et du maintien en condition opérationnelle se décline en trois grandes actions décrites dans la partie relative aux dépenses de fonctionnement.

ÉLÉMENTS DE LA DÉPENSE PAR NATURE

| Titre et catégorie | Autorisations d'engagement | | Crédits de paiement | |
|---|----------------------------------|--------------------|----------------------------------|--------------------|
| | Prévision LFI y.c. FdC et AdP | Réalisation | Prévision LFI y.c. FdC et AdP | Réalisation |
| Titre 3 : Dépenses de fonctionnement | 153 651 683 | 160 242 292 | 153 651 683 | 179 572 104 |
| Dépenses de fonctionnement autres que celles de personnel | 153 651 683 | 160 242 292 | 153 651 683 | 179 572 104 |
| Titre 5 : Dépenses d'investissement | 46 300 000 | 24 300 602 | 46 300 000 | 30 641 505 |
| Dépenses pour immobilisations corporelles de l'État | 46 300 000 | 19 091 332 | 46 300 000 | 25 393 842 |
| Dépenses pour immobilisations incorporelles de l'État | | 5 209 270 | | 5 247 664 |
| Titre 6 : Dépenses d'intervention | | 232 288 | | 149 156 |
| Transferts aux collectivités territoriales | | 145 287 | | 145 287 |
| Transferts aux autres collectivités | | 87 001 | | 3 869 |
| Total | 199 951 683 | 184 775 182 | 199 951 683 | 210 362 765 |

DÉPENSES DE FONCTIONNEMENT

Après correction des erreurs d'imputation comptable et de l'impact des retraits d'AE opérés après clôture d'engagements juridiques antérieurs à 2023, les dépenses de fonctionnement relevant, en 2023, de l'action 01 s'élèvent à 160,76 M€ en AE et à 179,77 M€ en CP.

Maintien en condition opérationnelle des dispositifs de contrôle : 89,63 M€ en AE et 102,90 M€ en CP

Le poste « maintien en condition opérationnelle » recouvre les dépenses de maintenance préventive (notamment les vérifications réglementaires), les dépenses de maintenance curative pour faire face aux pannes et aux accidents, ainsi que celles liées à l'évolution des logiciels. Ce poste intègre également les dépenses relatives au traitement du vandalisme et le coût de l'intégration de la fonctionnalité « double-sens » à certains radars fixes.

Sont également financées au titre de la maintenance des radars pédagogiques, les opérations de « dépose » des équipements en amont de radars fixes et de « repose » d'une partie de ces équipements dans les zones dangereuses.

Le montant intégral de la dépense tous titres confondus est de 89,86 M€ en AE et 103,05 M€ en CP. Ces crédits ont essentiellement été exécutés en fonctionnement : 89,63 M€ en AE et 102,90 M€ en CP ont été exécutés en fonctionnement et le solde a été exécuté en intervention.

La répartition des dépenses de fonctionnement par type d'équipement est la suivante :

| Dépenses de maintien en condition opérationnelle (titre 3) (en M€) | AE | CP |
|--|--------------|---------------|
| MCO radars fixes | 23,38 | 21,82 |
| MCO radars mobiles | 19,49 | 21,02 |
| MCO radars déplaçables | 16,97 | 21,15 |
| Déplacement des radars déplaçables | 2,77 | 6,31 |
| Conduite mobiles | 25,38 | 30,86 |
| SI & Télécoms | 2,54 | 1,74 |
| Maintien en condition opérationnelle | 89,63 | 102,90 |

Déploiement des nouveaux dispositifs de contrôle : 27,92 M€ en AE et 32,09 M€ en CP

Le poste « déploiement de nouveaux dispositifs » permet le financement :

- des études et visites préalables à l'installation des radars ;
- des dispositifs de contrôle (radar, cabine, etc.) ;
- des équipements associés aux dispositifs de contrôle (glissières de sécurité, panneaux, etc.) ;
- des travaux de génie civil et du raccordement aux différents réseaux.

Si le coût de l'équipement est globalement stable, celui des travaux de génie civil varie sensiblement en fonction du site retenu.

Le montant total de la dépense tous titres confondus est de 52,33 M€ en AE et de 62,73 M€ en CP : 27,92 M€ en AE et 32,09 M€ en CP ont été exécutés en fonctionnement et 24,41 M€ en AE et 30,64 M€ en CP en investissement.

La répartition des dépenses de fonctionnement par type d'équipement est la suivante :

| Dépenses de déploiement des nouveaux dispositifs (titre 3) (en M€) | AE | CP |
|--|--------------|--------------|
| Déploiement des radars fixes | 2,11 | 4,74 |
| Déploiement des radars mobiles | 2,53 | 2,10 |
| Déploiement des radars déplaçables | 13,02 | 14,73 |
| SI DCA & Télécoms | 6,77 | 8,06 |
| Moyens d'essai | 0,00 | 0,00 |
| Déploiement – téléphonie (nouvelles lignes) | 3,49 | 2,47 |
| Déploiement nouveaux dispositifs | 27,92 | 32,09 |

Pilotage : 43,58 M€ en AE et 44,78 M€ en CP

Le poste « pilotage du déploiement et du maintien en condition opérationnelle » se décline en trois catégories de dépenses :

- la gestion du déploiement et de la maintenance des dispositifs au quotidien par chacun des équipementiers, incluant notamment une présence permanente au centre national de traitement (CNT) de Rennes pour la supervision de ces dispositifs ;
- la maintenance et la supervision des télécommunications par un prestataire afin d'assurer l'effectivité des transmissions des messages d'infraction au CNT ;

- l'assistance à maîtrise d'ouvrage confiée à des prestataires chargés de coordonner les différents acteurs des marchés, d'assurer le suivi des stocks des pièces de rechange.

Ces dépenses correspondent aux dépenses transverses relatives à la fois au déploiement et à la maintenance des dispositifs de contrôle. Il s'agit en particulier :

- des dépenses liées au pilotage et à la gestion des marchés par les prestataires (participation aux réunions, production de livrables, etc.) ;
- des dépenses relatives à la mise à jour quotidienne des bases de données de suivi de chaque dispositif de contrôle ;
- des dépenses liées à l'intégration de nouveaux dispositifs ;
- du coût du suivi des opérations de maintenance par les prestataires du Centre National de Traitement (CNT).

Le montant intégral de la dépense est de 43,58 M€ en AE et 44,78 M€ en CP. Ces crédits ont entièrement été exécutés en fonctionnement.

| Dépenses de pilotage (titre 3) (en M€) | AE | CP |
|---|--------------|--------------|
| Pilotage des radars fixes (dont double-face) | 7,75 | 9,89 |
| Pilotage des radars de vitesse mobiles et radars mobile-mobile (dont gestion de flotte) | 3,53 | 5,70 |
| Pilotage des radars déplaçables | 16,32 | 13,63 |
| Pilotage télécoms | 2,46 | 2,18 |
| AMOA métier | 13,53 | 13,37 |
| Pilotage | 43,58 | 44,78 |

DÉPENSES D'INVESTISSEMENT

Après correction des erreurs d'imputation comptable et de l'impact des retraits d'AE opérés après clôture d'engagements juridiques antérieurs à 2023, les dépenses d'investissement relevant, en 2023, de l'action 01 s'élèvent à 24,41 M€ en AE et 30,64 M€ en CP.

Ces dépenses concernent intégralement les dépenses de déploiement.

Déploiement des nouveaux dispositifs de contrôle : 24,41 M€ en AE et 30,64 M€ en CP

La répartition des dépenses par type d'équipement est la suivante :

| Dépenses de déploiement des nouveaux dispositifs (titre 5) (en M€) | AE | CP |
|--|--------------|--------------|
| Déploiement des radars fixes | | 9,02 |
| Déploiement des radars mobiles | 3,79 | 3,74 |
| Déploiement des radars déplaçables | 15,42 | 12,64 |
| SI DCA & Télécoms | 5,21 | 5,25 |
| Déploiement nouveaux dispositifs | 24,41 | 30,64 |

S'agissant des radars mobiles et embarquables-débarquables, le coût indiqué comprend l'achat du dispositif et du véhicule porteur.

DÉPENSES D'INTERVENTION

Les dépenses d'intervention relevant, en 2023, de l'action 01 sont minoritaires et s'élèvent à 0,23 M€ euros en AE et 0,15 M€ en CP et portent sur les dépenses de maintien en condition opérationnelle des radars fixes et des radars déplaçables.

ACTION**02 – Centre national de traitement**

| Action / Sous-action | Autorisations d'engagement | | | Crédits de paiement | | |
|--------------------------------------|----------------------------|--------------------------|--|---------------------|--------------------------|--|
| | Titre 2 | Autres titres | Total | Titre 2 | Autres titres | Total |
| <i>Prévision LFI y.c. FdC et AdP</i> | | | | | | |
| <i>Réalisation</i> | | | | | | |
| 02 – Centre national de traitement | | 89 811 893 89 811 893 | 89 811 893 89 811 893 | | 89 811 893 89 811 893 | 89 811 893 89 811 893 |

L'Agence nationale de traitement automatisé des infractions (ANTAI) est un opérateur de l'État financé à titre principal par les programmes 751 et 753 du compte d'affectation spécial « Contrôle de la circulation et du

stationnement routiers ». La situation consolidée de l'Agence est traitée dans le volet « Opérateurs » du programme 753.

Le programme 751 a versé à l'Agence 89,81 M€ conformément à la LFI 2023 (74,81 M€ en dépenses de fonctionnement et 15 M€ en dépenses d'investissement).

ÉLÉMENTS DE LA DÉPENSE PAR NATURE

| Titre et catégorie | Autorisations d'engagement | | Crédits de paiement | |
|--|----------------------------------|-------------------|----------------------------------|-------------------|
| | Prévision LFI y.c. FdC et AdP | Réalisation | Prévision LFI y.c. FdC et AdP | Réalisation |
| Titre 3 : Dépenses de fonctionnement | 74 811 893 | 74 811 893 | 74 811 893 | 74 811 893 |
| Subventions pour charges de service public | 74 811 893 | 74 811 893 | 74 811 893 | 74 811 893 |
| Titre 5 : Dépenses d'investissement | 15 000 000 | 15 000 000 | 15 000 000 | 15 000 000 |
| Subventions pour charges d'investissement | 15 000 000 | 15 000 000 | 15 000 000 | 15 000 000 |
| Total | 89 811 893 | 89 811 893 | 89 811 893 | 89 811 893 |

DÉPENSES DE FONCTIONNEMENT

Ce poste de dépenses porte la subvention pour charges de service public versée à l'ANTAI au titre des charges liées à l'exploitation du centre national de traitement (CNT) basé à Rennes qui a été versée à hauteur de 74,81 M€ conformément à la prévision initiale.

Ces crédits permettent de financer le fonctionnement courant du CNT, ainsi que l'exploitation informatique, l'éditique et l'affranchissement des différents documents issus de la chaîne du contrôle automatisé. Ils permettent également de financer les dépenses liées au traitement des courriers adressés au CNT.

DÉPENSES D'INVESTISSEMENT

L'action 02 participe également au financement du programme d'investissements de l'ANTAI nécessaire à la sécurisation et à la modernisation de la chaîne de traitement des avis de contravention générés par le contrôle automatisé et au développement de nouveaux projets.

Une subvention pour charges d'investissement de 15 M€ a été versée à l'ANTAI à ce titre par le programme 751.

ACTION**03 - Soutien au programme**

| Action / Sous-action | Autorisations d'engagement | | | Crédits de paiement | | |
|--------------------------------------|----------------------------|---------------|------------------|---------------------|---------------|------------------|
| | Titre 2 | Autres titres | Total | Titre 2 | Autres titres | Total |
| <i>Prévision LFI y.c. FdC et AdP</i> | | | | | | |
| <i>Réalisation</i> | | | | | | |
| 03 - Soutien au programme | | 6 086 424 | 6 086 424 | | 6 086 424 | 6 086 424 |
| | | 6 973 270 | 6 973 270 | | 8 255 184 | 8 255 184 |

Les données ci-dessus ne tiennent pas compte des erreurs d'imputation et de l'impact des retraits d'AE opérés après clôture d'engagements juridiques antérieurs à 2023.

Après corrections, le montant des dépenses relevant en réalité de l'action 03 est de 6,55 M€ en AE et de 8,06 M€ en CP.

| | Autorisations d'engagement | Crédits de paiement |
|-----------------------------------|----------------------------|---------------------|
| Études et fonctionnement courant | 106 000 | 992 565 |
| Communication | 1 642 527 | 2 276 668 |
| Trésorerie du contrôle automatisé | 4 800 000 | 4 792 983 |
| Total Soutien au programme | 6 548 527 | 8 062 216 |

ÉLÉMENTS DE LA DÉPENSE PAR NATURE

| Titre et catégorie | Autorisations d'engagement | | Crédits de paiement | |
|---|-------------------------------|------------------|-------------------------------|------------------|
| | Prévision LFI y.c. FdC et AdP | Réalisation | Prévision LFI y.c. FdC et AdP | Réalisation |
| Titre 3 : Dépenses de fonctionnement | 6 086 424 | 6 910 359 | 6 086 424 | 7 389 377 |
| Dépenses de fonctionnement autres que celles de personnel | 6 086 424 | 6 910 359 | 6 086 424 | 7 389 377 |
| Titre 6 : Dépenses d'intervention | | 62 911 | | 865 807 |
| Transferts aux entreprises | | | | 246 761 |
| Transferts aux autres collectivités | | 62 911 | | 619 046 |
| Total | 6 086 424 | 6 973 270 | 6 086 424 | 8 255 184 |

DÉPENSES DE FONCTIONNEMENT

Après correction des erreurs d'imputation comptable et en prenant en compte les retraits d'AE opérés après clôture d'engagements juridiques antérieurs à 2023, le montant des dépenses de fonctionnement exécutées sur l'action 03 est de 6,49 M€ en AE et de 7,20 M€ en CP.

Études et fonctionnement courant : 0,11 M€ en AE et 0,13 M€ en CP

Ces dépenses correspondent à des restes à payer.

Communication : 1,64 M€ en AE et 2,28 M€ en CP

Le programme 751 finance des campagnes de communication nationales sur les dangers de la vitesse au volant, notamment en direction des motocyclistes et des automobilistes.

Les dépenses de communication ont couvert l'achat d'espaces publicitaires, la conception stratégique et la création d'outils de communication classiques et digitaux, des opérations événementielles, et des évaluations pour des campagnes sur différentes thématiques et risques sur la route.

Au total, la communication, programmes 207 et 751 confondus, s'est élevée à 22,02 M€ en AE et à 15,84 M€ en CP en 2022.

Fonctionnement de la Trésorerie du contrôle automatisé (TCA) de Rennes : 4,80 M€ en AE et 4,79 M€ en CP

Depuis la loi de finances initiale pour 2013, le programme 751 prend à sa charge une partie des dépenses que supporte la TCA au titre de sa mission de recouvrement des amendes générées par le contrôle automatisé.

Ces dépenses ont concerné, en 2023 :

- le commissionnement bancaire associé au paiement des amendes pour 3,68 M€ en AE et en CP ;
- les frais d'affranchissement pour 0,11 M€ en AE et 0,10 M€ en CP ;
- les frais d'huissiers pour 1,01 M€ en AE et en CP.

DÉPENSES D'INTERVENTION

Après correction, le montant des dépenses d'intervention exécutées sur l'action 03 est de 0,06 M€ en AE et de 0,87 M€ en CP.

Ces dépenses correspondent à des restes à payer.

ACTION

04 – Système d'information Education routière et permis de conduire

| Action / Sous-action | Autorisations d'engagement | | | Crédits de paiement | | |
|---|----------------------------|---------------|-------------------|---------------------|---------------|-------------------|
| | Titre 2 | Autres titres | Total | Titre 2 | Autres titres | Total |
| <i>Prévision LFI y.c. FdC et AdP</i> | | | | | | |
| <i>Réalisation</i> | | | | | | |
| 04 – Système d'information Education routière et permis de conduire | | 44 100 000 | 44 100 000 | | 44 100 000 | 44 100 000 |
| | | 57 403 473 | 57 403 473 | | 57 535 697 | 57 535 697 |

Les montants ci-dessus ne tiennent pas compte de l'impact des retraits d'AE opérés en 2023.

Après correction, le montant des dépenses exécutées sur l'action 04 est de 57,63 M€ en AE et 57,54 M€ en CP.

| | Autorisations d'engagement | Crédits de paiement |
|-------------------|----------------------------|---------------------|
| Envoi des lettres | 20 672 732 | 20 624 950 |
| SI fonctionnement | 11 936 063 | 11 827 093 |
| SI investissement | 25 017 409 | 25 083 654 |
| Total | 57 626 208 | 57 535 697 |

ÉLÉMENTS DE LA DÉPENSE PAR NATURE

| Titre et catégorie | Autorisations d'engagement | | Crédits de paiement | |
|---|-------------------------------|-------------------|-------------------------------|-------------------|
| | Prévision LFI y.c. FdC et AdP | Réalisation | Prévision LFI y.c. FdC et AdP | Réalisation |
| Titre 3 : Dépenses de fonctionnement | 30 650 000 | 33 148 942 | 30 650 000 | 33 507 686 |
| Dépenses de fonctionnement autres que celles de personnel | 30 650 000 | 33 148 942 | 30 650 000 | 33 507 686 |
| Titre 5 : Dépenses d'investissement | 13 450 000 | 24 254 531 | 13 450 000 | 24 028 011 |
| Dépenses pour immobilisations corporelles de l'État | 13 450 000 | 1 079 881 | 13 450 000 | 1 722 441 |
| Dépenses pour immobilisations incorporelles de l'État | | 23 174 651 | | 22 305 570 |
| Total | 44 100 000 | 57 403 473 | 44 100 000 | 57 535 697 |

DÉPENSES DE FONCTIONNEMENT

Après correction, les dépenses de fonctionnement exécutées sur l'action 04 s'élèvent à 32,61 M€ en AE et 32,45 M€ en CP.

- **Les dépenses relatives à l'envoi de lettres de notification de points : 20,67 M€ en AE et 20,62 M€ en CP**

Le montant des dépenses liées à l'éditique et l'affranchissement des lettres de retrait et de restitution de points s'est élevé, en 2023 **20,67 M€ en AE et 20,62 M€ en CP**. Le nombre de lettres de retrait ou de restitution de points adressées aux conducteurs s'est élevé à 22,77 millions en 2023, contre 21,57 millions l'année précédente soit une augmentation de 5,6 %. Cette augmentation résulte de la hausse du trafic routier, d'une augmentation du nombre d'avis de contravention et *de facto* du nombre de lettres de retrait de points.

Ce poste porte également les dépenses de fonctionnement du bureau national des droits à conduire générées principalement par le traitement des courriers de réclamation ou de demandes d'explication des usagers. Il porte également sur les prestations de tri des accusés de réception retournés au Ministère de l'intérieur - Centre National de Soutien Numérique et les plis n'ayant pas été remis à leurs destinataires (marché confié au Centre départemental de travail protégé d'Isle - CDTPI). En 2023, ces dépenses se sont élevées à 0,03 M€ en AE et en CP.

- **Les dépenses relatives au SNPC/SI ERPC : 11,94 M€ en AE et 11,83 M€ en CP**

Les dépenses de fonctionnement liées au maintien en condition opérationnelle et à la tierce maintenance applicative du SNPC/SI ERPC et des téléprocédures issues du Plan Préfectures Nouvelle Génération, ainsi qu'à l'assistance à maîtrise d'ouvrage pour la conception d'un nouveau système d'information se sont élevées à **11,94 M€ en AE et 11,83 M€ en CP**.

DÉPENSES D'INVESTISSEMENT

Après correction, les dépenses d'investissement se sont élevées à 25,02 M€ en AE et 25,08 M€ en CP.

Dépenses de fonctionnement et d'investissement du SI-ERPC :

La réalisation du programme de modernisation des systèmes d'information de l'éducation routière et du permis de conduire (SI ERPC) s'est poursuivie en 2023, à la suite de son lancement opérationnel en 2020, après un avis favorable de la DINUM rendu le 25 septembre 2019.

Le programme a été poursuivi sur deux axes principaux, celui de la gestion de la formation et des examens, et celui de la gestion des droits à conduire.

Gestion de la formation et des examens

Le déploiement du nouveau système de réservation de places d'examens « RdvPermis » a été finalisé avec un déploiement national réalisé à fin du premier semestre.

Par ailleurs les fonctionnalités de l'outil historique de gestion des examens « Aurige », et celles de l'outil d'examen « APEP » ont été intégrées à RdvPermis. Cela permet d'avoir une gestion intégrée de la formation et des examens dans la même application.

Enfin, les premiers travaux du livret numérique intégré à RdvPermis ont été réalisés et se poursuivront en 2024.

Gestion des droits à conduire

Le chantier d'investissement le plus important sur 2023 a consisté en la poursuite du développement de l'outil GNDC qui a remplacé le SNPC « brique historique » en novembre. Les développements assurés de manière incrémentale, dans le cadre d'une démarche agile, ont permis de basculer vers la nouvelle base de donnée. Les développements se sont poursuivis en 2023 avec un élargissement du périmètre fonctionnel et du nombre de ses utilisateurs. Le SNPC a été décommissionné avec succès le 20 novembre 2023.

Récapitulation des crédits et emplois alloués aux opérateurs de l'État

RÉCAPITULATION DES CRÉDITS ALLOUÉS PAR LE PROGRAMME AUX OPÉRATEURS

| Opérateur financé (Programme chef de file) Nature de la dépense | Réalisation 2022 | | Prévision LFI 2023 | | Réalisation 2023 | |
|--|-------------------------------|------------------------|-------------------------------|------------------------|-------------------------------|------------------------|
| | Autorisations d'engagement | Crédits de paiement | Autorisations d'engagement | Crédits de paiement | Autorisations d'engagement | Crédits de paiement |
| CEREMA - Centre d'études et d'expertise sur les risques, l'environnement, la mobilité et l'aménagement (P159) | 1 422 395 | 1 229 955 | | | 24 644 | 97 662 |
| Transferts | 1 422 395 | 1 229 955 | | | 24 644 | 97 662 |
| Universités et assimilés (P150) | 876 696 | 1 065 253 | | | 139 667 | 456 683 |
| Transferts | 876 696 | 1 065 253 | | | 139 667 | 456 683 |
| CNRS - Centre national de la recherche scientifique (P172) | | 7 074 | | | | |
| Transferts | | 7 074 | | | | |
| LNE - Laboratoire national de métrologie et d'essais (P192) | | 297 520 | | | | 216 766 |
| Transferts | | 297 520 | | | | 216 766 |
| ANTAI - Agence nationale de traitement automatisé des infractions (P753) | 67 811 893 | 67 811 893 | 89 811 893 | 89 811 893 | 89 811 893 | 89 811 893 |
| Subventions pour charges de service public | 67 811 893 | 67 811 893 | 74 811 893 | 74 811 893 | 74 811 893 | 74 811 893 |
| Subventions d'investissement | | | 15 000 000 | 15 000 000 | 15 000 000 | 15 000 000 |
| Total | 70 110 984 | 70 411 696 | 89 811 893 | 89 811 893 | 89 976 204 | 90 583 004 |
| Total des subventions pour charges de service public | 67 811 893 | 67 811 893 | 74 811 893 | 74 811 893 | 74 811 893 | 74 811 893 |
| Total des transferts | 2 299 091 | 2 599 803 | | | 164 311 | 771 111 |
| Total des subventions d'investissement | | | 15 000 000 | 15 000 000 | 15 000 000 | 15 000 000 |

Note : les subventions d'investissement sont introduites par la LOLF au PAP 2023, leur réalisation 2022 est sans objet.

Le principal opérateur du programme 751 est l'ANTAI, rattachée au programme 753 et retracé dans l'action 2 du P751.

Les crédits alloués aux autres opérateurs correspondent dans leur très grande majorité aux subventions versées pour mener des études dans tous les domaines de la sécurité routière (réseau d'écoles et d'universités). Par ailleurs, le CEREMA a une fonction d'appui aux services locaux de la sécurité routière.

Le financement du LNE est dédié à la certification de la métrologie des radars, il est imputé sur l'action 1 du programme.